

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Amériques Nord et Sud > Etats-Unis > Politique étrangère, militaire - solidarité internationale (Etats-Unis) > **États-Unis : Biden, le « commandant en chef »**

États-Unis : Biden, le « commandant en chef »

dimanche 29 novembre 2020, par [Monthly Review](#) (Date de rédaction antérieure : 17 novembre 2020).

L'establishment militaire américain est soulagé à la suite de la victoire de Joe Biden. Près de 800 anciens [hauts responsables militaires et de sécurité ont](#) rédigé une lettre ouverte en faveur du candidat démocrate pendant la campagne. Un who's who d'anciens généraux, ambassadeurs, amiraux et hauts conseillers à la sécurité nationale - de l'ancienne secrétaire d'État Madeline Albright à l'amiral quatre étoiles et conseiller adjoint à la sécurité intérieure de l'ère Bush Steve Abbot - qui estiment que Biden est le meilleur pari pour relancer le pouvoir américain. À la fin de la campagne, 130 responsables de la sécurité nationale qui ont servi dans les administrations républicaines ont jeté leur poids derrière Biden, arguant que, en matière de politique étrangère, Trump [« a laissé tomber notre pays »](#).

L'empire américain est à un tournant. C'est la superpuissance incontestée du monde ; sa portée est mondiale, à la fois militairement et économiquement. Les États-Unis sont la plus grande économie du monde depuis 1871 et son armée compte près de 800 installations dans 80 pays à travers le monde. Mais aujourd'hui, il fait face à un rival économique croissant en Chine, et plusieurs puissances moins importantes contestent sa capacité à donner les coups de feu dans tous les coins du globe, notamment en Iran et en Russie.

La guerre contre le terrorisme, lancée par l'administration de George W. Bush, a entraîné les invasions de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003. Elle a tué plus d'un million de personnes et coûté plus de 2,4 billions de dollars US, selon le Congressional Budget Office. Pour les gens du Moyen-Orient, c'était un massacre. Pour l'empire américain, ce fut un désastre. La déstabilisation de l'Irak a conduit à l'expansion de l'influence iranienne dans toute la région, plutôt qu'au changement de régime à Téhéran dont le Pentagone rêvait. L'intervention en Irak visait à assurer la domination américaine. Il a plutôt mis en lumière les faiblesses et les limites de la puissance américaine au moment même où l'expansion économique spectaculaire de la Chine commençait.

Les tensions entre les États-Unis et la Chine augmentent depuis des années. Depuis son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, la Chine a construit sa puissance économique, sa puissance diplomatique et sa puissance militaire, tandis que les États-Unis se sont enlisés dans des guerres sans fin et ont subi une crise économique et une dépression avec la crise financière de 2008.

Le « pivot vers l'Asie » de Barack Obama, avec son plan pour augmenter les forces navales américaines dans la région Asie-Pacifique, était un signal que la classe dirigeante américaine voulait contenir et encercler la Chine. La doctrine alors classifiée de la bataille air-mer d'Obama était un effort pour créer un plan opérationnel pour une éventuelle confrontation militaire. Des fuites de câbles rendues publiques par WikiLeaks révèlent que l'Australie était en phase avec la stratégie impériale américaine. Lors d'une conversation avec la secrétaire d'État Hillary Clinton en 2009, le Premier ministre Kevin Rudd a confirmé la volonté de l'Australie de « déployer la force si tout va mal ». Mais la stratégie d'Obama était trop peu trop tardive pour être endiguée. La Chine est devenue plus agressive dans ses revendications pressantes dans la mer de Chine méridionale tout en commençant à combler l'énorme déficit de capacités militaires avec les États-Unis,

Sous Trump, ces tensions ont augmenté. La rhétorique conflictuelle et la guerre commerciale de Trump constituaient une rupture brutale avec la stratégie américaine de plusieurs décennies d'intégration de la Chine dans l'ordre libéral international. Depuis l'administration républicaine de Richard Nixon – qui en 1972 est devenu le premier président américain à visiter Pékin – la classe dirigeante américaine pensait pouvoir assurer la suprématie mondiale en incorporant la Chine dans le système mondial. Pendant un certain temps, cela a semblé fonctionner. La Chine est devenue l'atelier de misère du monde et un site d'investissement privilégié pour des entreprises américaines telles qu'Apple et General Motors. Aujourd'hui, la Chine tire parti de sa croissance fulgurante pour défier le leadership des États-Unis dans la région Asie-Pacifique.

La stratégie d'endiguement signature d'Obama était le Partenariat transpacifique (TPP). Le PTP aurait été le plus grand accord de libre-échange de l'histoire, abaissant les tarifs et autres barrières non tarifaires au commerce entre onze pays du Pacifique et les États-Unis. Son objectif était de verrouiller la Chine et d'intégrer davantage les pays du Pacifique à l'économie américaine. Le secrétaire à la Défense d'Obama, Ashton Carter, a déclaré que le PTP était « aussi important... qu'un autre porte-avions ».

Mais quelques années plus tard, Donald Trump a déchiré le PTP. Cette décision était en contradiction avec le consensus de l'élite économique et militaire américaine, mais le nouveau président avait ses propres idées sur la manière de contenir la Chine. Trump a dénoncé le déficit commercial américain, a accusé Pékin de manipulation de la monnaie et, comme Obama l'a fait, de vol de technologie aux entreprises américaines. Dans le discours sur l'état de l'Union de 2019, il a déclaré : « Nous expliquons désormais clairement à la Chine qu'après des années à cibler nos industries et à voler notre propriété intellectuelle, le vol des emplois et de la richesse américains a pris fin ».

En août de cette année, Trump avait imposé des droits de douane sur 550 milliards de dollars de produits chinois, avec une campagne ciblée contre le géant de la technologie Huawei, qui avait été pressenti pour dépasser Apple dans les ventes mondiales de téléphones. Alors que les politiciens républicains et démocrates ont soutenu une approche intransigeante de la Chine, l'approche protectionniste erratique de Trump en matière de commerce a aliéné de grandes sections de la classe capitaliste, par ailleurs satisfaites des réductions d'impôts et de la déréglementation nationales. Un rapport de Bloomberg Economics, publié avant que la pandémie ne frappe le pays, estimait que l'escalade des tarifs douaniers sur la Chine coûterait 316 milliards de dollars à l'économie américaine d'ici la fin de cette année.

Plus inquiétant pour l'establishment américain, Trump a adopté une attitude méprisante envers les alliés américains, en particulier l'Union européenne. Trump était fier de sa capacité à conclure des accords avec d'autres pays qui favorisaient les États-Unis. Il a signalé que l'approche multilatérale du commerce était terminée lorsqu'il a déchiré le PTP, et a suivi cela en appliquant des droits de douane sur les voitures allemandes, l'acier canadien et les produits de luxe français. Pour une grande partie de l'élite américaine, ces mouvements ont simplement créé un vide que Pékin tente de combler avec ses propres accords de libre-échange et l'initiative de 1 billion de dollars Belt and Road, qui vise à intégrer plus de 138 pays dans les routes commerciales et les chaînes de production centrées sur la Chine.

Le Fonds monétaire international, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'ONU et d'autres institutions internationales projettent la domination américaine en attirant les nations alliées derrière le leadership américain. La présidence de Trump a délégitimé ou écarté ces institutions alors qu'il se concentrait sur une posture de « l'Amérique d'abord ». L'establishment militaire estime que cela a menacé, plutôt que renforcé, la puissance américaine – bien qu'il soit maintenant admis que ces institutions n'ont pas réussi à maintenir la Chine sous contrôle, ce à quoi une présidence

Biden sera également confrontée.

Les criminels de guerre espèrent que Biden restaurera la légitimité politique du bureau en réhabilitant l'idéologie libérale qui fabrique le consentement à l'impérialisme américain, en présentant l'agression américaine comme nécessaire pour « rendre le monde sûr pour la démocratie » et en défendant « l'ordre mondial libéral fondé sur des règles ». Surtout, l'establishment américain espère que Biden rétablira les relations avec les alliés américains et construira une coalition de nations pour affronter la Chine, après quatre années désastreuses qui ont remis en question le leadership mondial des États-Unis. Comme l'ont déploré les dirigeants de la sécurité nationale pour la lettre ouverte de Biden :

Nos alliés ne nous font plus confiance ni ne nous respectent, et nos ennemis ne nous craignent plus.

Biden a fait ses preuves en tant que partisan belliciste de l'empire américain. Pendant des décennies, il a siégé au comité des relations extérieures du Sénat. Il a été l'un des premiers partisans de l'expansion de l'OTAN pour projeter l'influence américaine dans l'ancien bloc de l'Est après la chute de l'URSS. Il a soutenu l'intervention américaine dans la guerre des Balkans, a soutenu l'invasion de l'Afghanistan en 2001, a voté pour la guerre contre l'Irak en 2003 et, en tant que vice-président, a soutenu l'intervention américaine en Libye.

Il existe un consensus au sein de la classe dirigeante américaine sur la nécessité de « durcir » la Chine. L'establishment militaire s'attend à ce que Biden tourne les vis. Pendant la campagne électorale, il a accusé Trump de « se faire jouer » par le président chinois Xi Jinping, qu'il a qualifié de « voyou ». Cela est conforme à la pratique du Parti démocrate au Congrès, qui consiste à critiquer Trump pour ne pas être assez dur. Le chef de la minorité sénatoriale Chuck Schumer, par exemple, a accusé Trump de « vendre » la cause américaine en concluant un accord commercial avec la Chine. Schumer a également été le fer de lance d'une législation visant à mettre en œuvre des interdictions sur Huawei lorsque Trump a semblé reculer.

Depuis ses premiers jours au Congrès, Biden s'est également fait un nom en tant que fervent partisan de l'état d'apartheid d'Israël. Selon la publication israélienne *Haaretz*, Biden aurait une « véritable amitié » avec le président d'extrême droite israélien, Benjamin Netanyahu. Il était vice-président lorsque les États-Unis ont signé un accord d'aide militaire de 38 milliards de dollars avec Netanyahu, que le département d'État a qualifié de « plus grand engagement d'aide militaire bilatérale de l'histoire des États-Unis ». Ainsi, tandis que Trump poussait la rhétorique pro-israélienne loin à droite, abandonnant toute prétention de soutien à l'État palestinien, Biden a mis son argent là où il était lorsqu'il s'agissait de soutenir l'apartheid israélien en Palestine.

Sur l'Afghanistan, Biden pourrait se révéler à la droite de Trump. En tant que vice-président, il a soutenu une présence militaire américaine durable dans le pays. Trump, en revanche, a choqué l'armée américaine en annonçant sur Twitter qu'il voulait que toutes les troupes partent d'ici Noël. En revanche, Biden dans une interview avec *Stars and Stripes*, un journal militaire, a déclaré qu'il maintiendrait une présence de troupes en Afghanistan et en Irak.

Les anti-impérialistes doivent juger Biden par son bilan sanglant au Congrès et par la société qu'il tient. La majeure partie de l'establishment militaire américain a soutenu Biden précisément parce qu'ils pensent que son approche multilatérale restaurera la crédibilité des interventions américaines. C'est pour cette raison que Loren Thompson, contributeur principal du magazine *Forbes*, a prédit le mois dernier :

Une présidence Biden ... serait plus susceptible d'utiliser les forces militaires américaines à l'étranger que le président Trump.

Le capitalisme mondial est confronté à une crise profonde qui remodèle les relations internationales et met la pression sur les failles des conflits existants. La rivalité impérialiste ouverte sera une caractéristique de la période à venir, avec les guerres sur les conflits régionaux. Il n'y a aucune longueur à laquelle la classe dirigeante américaine n'ira pas pour sauvegarder sa position de superpuissance mondiale. Et Joe Biden est le commandant en chef. Il est maintenant l'homme le plus dangereux du monde.

Monthly Review

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Monthly Review, 17 novembre 2020

<http://alter.quebec/etats-unis-biden-le-commandant-en-chef/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste@gmail.com